

**Législation de la première session de la vingt-septième Législature,
18 janvier 1966-22 mars 1967 (fin)**

Sujet, chapitre et date de la sanction	Synopsis
Divers (fin)	
1967	
66 9 février	<i>Loi modifiant la loi sur les corporations canadiennes afin de faciliter la constitution par lettres patentes de corporations sans but lucratif, prévoit un moyen efficace de se constituer en société, autre que celui de constitution par loi spéciale, à l'intention des sociétés bénévoles dont l'activité s'exerce sur le plan national à des fins patriotiques, religieuses, philanthropiques, charitables, scientifiques, artistiques, sociales, professionnelles ou sportives.</i>
77 1 ^{er} mars	<i>Loi sur les recours consécutifs à une interruption des services postaux, prévoit un recours dans certains cas contre la perte ou les privations subies par suite des interruptions des services postaux réguliers.</i>
78 10 mars	<i>Loi sur la Société d'encouragement à l'industrie cinématographique canadienne, a pour objet de favoriser et d'encourager la création d'une industrie de long métrage au Canada et établit un compte de 10 millions de dollars à cette fin.</i>
90 23 mars	<i>Loi sur la Commission d'appel de l'immigration, prévoit des appels devant une commission au sujet de certaines questions relatives à l'immigration.</i>

PARTIE V.—CHRONOLOGIE CANADIENNE

Les événements historiques de la chronologie générale, de 1497 à 1866, sont mentionnés dans l'*Annuaire* de 1951 aux pp. 48-51; ceux de 1867 à 1953, dans l'*Annuaire* de 1954 aux pages 1293-1299, et depuis, ceux de chaque année, dans les éditions subséquentes de l'*Annuaire*. On peut se procurer un tiré à part intitulé *Chronologie canadienne 1497-1960*, en s'adressant au Bureau fédéral de la statistique. La liste suivante embrasse l'année 1966 et janvier 1967, et il convient de mentionner que certaines dates sont approximatives. Les renseignements sur les divers changements qui se sont produits dans les législatures ou ministères fédéraux ou provinciaux ne sont pas compris ici, mais ils sont énumérés soit au chapitre II (Constitution et gouvernement), soit à l'Appendice I.

1966

Janvier: Jean-Pierre Côté, ministre des Postes, annonce le renvoi de Victor Spencer, commis des postes à Vancouver, pour participation présumée à un complot d'espionnage. Lucien Lamoureux, député de Stormont, est nommé Orateur de la Chambre des Communes. 3 janvier, M. Davis, ministre de l'Éducation de l'Ontario, annonce la fondation d'un Conseil d'administration chargé de donner avis sur l'emplacement et le fonctionnement de nouveaux collèges locaux qui porteraient la désignation officielle de «collèges d'arts appliqués et de technologie». 4 janvier, publication du deuxième exposé annuel du Conseil économique du Canada. 6 janvier, on annonce la démission du Sénat de l'hon. Wishart McL. Robertson, président du Sénat de 1953-1957. 6 janvier, dans un accord sans précédent avec le gouvernement fédéral, l'Ontario doit assumer, dans la province, la responsabilité des affaires indiennes (éducation, logement, emploi, etc.). 6-7 janvier, conférence fédérale-provinciale des procureurs généraux; la conférence approuve, en principe, l'institution d'un Bureau central d'information analogue à celui d'Interpol. 7 janvier, un train du National-Canadien est immobilisé dans la vallée du fleuve

Fraser par des éboulements de neige et de boue; environ 200 passagers sont transportés par avion. M^{me} Francis Kelly et M. Anthony Sullivan sont condamnés à une amende de \$15,000 et \$20,000 respectivement, pour avoir vendu des billets de loterie irlandaise, à Montréal. On révèle la lettre que M. Eric Kierans, ministre suppléant du Revenu du Québec, a envoyée au secrétaire du Commerce des États-Unis pour protester contre les directives tendant à la réduction de l'investissement des compagnies des États-Unis à l'étranger. Le 11 janvier est révélée une lettre ultérieure adressée à M. Fowler secrétaire du Trésor des États-Unis; Kierans admet une erreur diplomatique. Le premier ministre Pearson annonce l'envoi d'urgence, de concert avec l'Angleterre et l'Australie, de vivres aux régions d'Afrique frappées de sécheresse (Zambie, Rhodésie, Betchouanaland et Basutoland). 7-8 janvier, la conférence fédérale-provinciale des ministres du Bien-être a pour résultat une aide financière accrue aux provinces. 10 janvier, la mort à Tashkent (U.R.S.S.) de M. Shastri, premier ministre de l'Inde, suit l'entente entre le Pakistan et l'Inde selon laquelle ces pays régleraient leurs différends sans recourir à la guerre. La première réunion du Conseil consultatif national des Indiens est tenue à Ottawa.